



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 3441

Texte de la question

PLAN D'URGENCE CONTRE LE CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Jean-Jacques Candelier, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Jacques Candelier. Monsieur le Premier ministre, au lendemain du premier tour des régionales, le président du MEDEF, Pierre Gattaz, a appelé le Gouvernement à mettre en place un plan d'urgence contre le chômage. Avec démagogie, le patron des patrons a appelé à « y aller, sur le social, sur le marché du travail, [...] sur les chômeurs et sur la fiscalité. » Malgré les 41 milliards d'euros de baisse des cotisations sociales du pacte de responsabilité, malgré les mesures successives de casse des droits sociaux et du droit du travail, le patronat n'en a jamais assez.

Le MEDEF propose ainsi au Gouvernement d'accélérer le virage économique libéral pris en 2013, un virage qui nous a conduits à la sortie de route et à la situation catastrophique que nous connaissons sur le terrain de l'emploi. Notre pays compte désormais 3,6 millions de privés d'emploi et plus de 8 millions de pauvres, dont 3 millions d'enfants. Parmi les 4,5 millions de personnes de moins de 35 ans qui vivent chez leurs parents, près d'un tiers ont plus de 25 ans. Elles subissent la précarité du marché du travail, les bas salaires, les loyers excessifs.

Devant l'ampleur des difficultés, nous avons effectivement besoin d'un « état d'urgence social ». Non pas celui que réclame le MEDEF, avec ses vieilles recettes, mais un état d'urgence reposant sur les valeurs de la gauche. Il faut que la gauche mène enfin avec courage et détermination une politique conforme aux engagements pris auprès des Français. En effet, tant que nous ne mènerons pas une politique de gauche ambitieuse pour l'emploi et les salaires, le problème du Front national restera devant nous.

Ma question est donc simple, monsieur le Premier ministre : avez-vous l'intention de répondre de nouveau aux injonctions patronales ou allez-vous enfin conduire une politique en phase avec les attentes et les besoins du monde du travail ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Monsieur le député, vous avez raison de parler d'urgence. Il y a en effet une urgence sociale. Nous venons d'évoquer le chômage de longue durée : voilà quelle est l'urgence. Et quand le chômage ne touche pas directement, il peut toucher les familles.

M. Christian Jacob. Il n'y a qu'en France que vous êtes dans l'urgence.

Mme Myriam El Khomri, ministre. Mais cette urgence, nous l'avons prise en compte dès 2012, par exemple à travers la mise en œuvre de la Garantie jeunes, ou à travers celle des contrats aidés, qui sont bien souvent décriés dans cette assemblée mais qui visaient à mettre justement dans l'emploi les publics qui en étaient les plus éloignés. Nous l'avons mise en œuvre également avec tous ces salariés qui auront une mutuelle dès le 1er janvier prochain ou avec les plans de formation.

M. Jean-François Lamour. Arrêtez de lire vos fiches écrites !

Mme Myriam El Khomri, ministre. Je ne veux pas qu'on parle ici de cadeaux au patronat. S'agissant du pacte de responsabilité, je ne considère pas que l'économie soit un adversaire. Le pacte de solidarité a en effet permis de donner de l'oxygène et de la confiance aux entreprises.

M. Marc Dolez et M. Patrice Carvalho. Ben voyons !

Mme Myriam El Khomri, ministre. Mais elles ont pris des engagements, et des branches professionnelles ont également pris des engagements en matière d'apprentissage et d'emploi. Il faut bien évidemment qu'elles tiennent l'ensemble de ces engagements.

Le plan d'urgence pour l'emploi, c'est encore ce que nous faisons lorsque nous mettons en œuvre la mesure pour les particuliers employeurs, qui permettra de créer des milliers d'emplois, ou lorsque nous élargissons le prêt à taux zéro, qui permettra de développer l'emploi notamment dans le secteur du bâtiment. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*) Ce plan, nous le mettons également en œuvre à travers les 150 000 formations prioritaires, parce que nous avons un chômage de personnes peu ou pas qualifiées et parce que c'est une mesure de gauche que de faire en sorte que toutes ces personnes qui n'ont pas eu droit, dans leur vie professionnelle, à un premier accès à une qualification puissent en recevoir une. Voilà ce qu'est aussi une politique de gauche. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Jacques Candelier](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3441

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [10 décembre 2015](#)